



HAL
open science

Éditorial : Déconfiner les approches, les esprits et les espaces

Katia Boissevain, Vincent Geisser, Céline Lesourd

► To cite this version:

Katia Boissevain, Vincent Geisser, Céline Lesourd. Éditorial : Déconfiner les approches, les esprits et les espaces. *L'Année du Maghreb*, 2020, 22, pp.3-8. <10.4000/anneemaghreb.6187>. <hal-03038884>

HAL Id: hal-03038884

<https://hal.science/hal-03038884v1>

Submitted on 4 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Éditorial : Déconfiner les approches, les esprits et les espaces

Katia Boissevain, Vincent Geisser and Céline Lesourd



Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/anneemaghreb/6187>

DOI: 10.4000/anneemaghreb.6187

ISSN: 2109-9405

Publisher

CNRS Éditions

Printed version

Date of publication: 14 July 2020

Number of pages: 3-8

ISBN: 978-2-271-13393-9

ISSN: 1952-8108

Brought to you by École des hautes études en sciences sociales (EHESS)



Electronic reference

Katia Boissevain, Vincent Geisser and Céline Lesourd, "Éditorial : Déconfiner les approches, les esprits et les espaces", *L'Année du Maghreb* [Online], 22 | 2020, Online since 10 July 2020, connection on 04 May 2023. URL: <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/6187> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.6187>

This text was automatically generated on 16 February 2023.



Creative Commons - Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Éditorial : Déconfiner les approches, les esprits et les espaces

Katia Boissevain, Vincent Geisser and Céline Lesourd

EDITOR'S NOTE

Nous tenons à remercier les évaluateur.rice.s anonymes des articles publiés dans le dossier et la rubrique « Varias », ainsi que les chargé.e.s de suivi du processus éditorial : Sophie Bava, Myriam Catusse, Thierry Desrues, Karima Dirèche, François Dumasy, Aurélia Dusserre, Didier Guignard, Éric Gobe, Isabelle Grangaud, Loïc Le Pape et Nessim Znaien.

- 1 Dans un processus éditorial, comme dans les autres activités des sciences sociales, il est parfois tentant de préserver l'image d'une certaine normalité, comme si les événements de la vie ordinaire n'affectaient que marginalement nos relations de travail, nos pratiques de recherche et nos modes de fabrication et de diffusion du savoir. Telle l'étoile Sirius, nous serions conduits à nous tenir à distance raisonnable des catastrophes naturelles, des pandémies virales, des crises économiques et des mouvements sociaux, etc., afin de ne pas perturber nos routines académiques et de préserver ainsi l'apparence d'objectivité scientifique, conforme à un certain positivisme. En deux mots, cette nouvelle livraison de *L'Année du Maghreb* aurait pu « faire comme si » rien ne s'était véritablement passé ces derniers mois dans nos activités quotidiennes de chercheur.e.s, d'universitaires, d'auteur.e.s, de rédacteur.e.s, de relecteur.e.s ou encore de professionnel.le.s de l'édition, suscitant même une forme d'autosatisfaction : nous avons réussi à surmonter les crises, en sortant le numéro de l'*AdM* dans les délais impartis !
- 2 Refusant de céder à cette « idéologie de la performance » et de la « culture du résultat » qui modèlent de plus en plus les *habitus* professionnels, y compris dans le champ des sciences sociales, nous avons choisi de résister : non pas en niant les événements dramatiques de la vie ou en nous enfermant dans une tour d'ivoire académique mais, au

contraire, en prenant pleinement « notre part » aux activités sociales ordinaires et extraordinaires.

- 3 D'abord, par une participation à un mouvement social contre les projets de « réformes » liés à Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) qui nous a placé.e.s devant nos responsabilités éditoriales en tant que rédacteur.e.s, auteur.e.s ou simples lecteur.rice.s de l'AdM, prenant conscience des risques de précarisation des personnels d'édition, de fragilisation des structures matérielles et financières de la publication, voire d'une mort lente de notre revue qui a pourtant plus de cinquante années d'existence.
- 4 Ensuite, par une volonté collective de poursuivre nos activités rédactionnelles et ceci malgré les contraintes drastiques imposées par les mesures de confinement et de déconfinement qui ont impacté profondément les conditions de fabrication de ce numéro. La continuité éditoriale que nous sommes parvenu.e.s à assurer est aussi l'expression d'une résistance : écrire, publier et diffuser une revue qui, bien qu'échappant [encore] aux logiques managériales de l'édition scientifique, est reconnue comme une publication de référence dans le champ des sciences humaines et sociales.
- 5 Enfin, cette période de crise sociale et sanitaire a représenté un moment d'introspection critique, nous incitant à réfléchir sur nos méthodes de travail, la construction de nos objets de recherche, le déroulement de nos terrains d'enquête et sur les modes de diffusion de nos résultats auprès des pairs et du grand public. Plus généralement, cette crise multidimensionnelle nous a encouragé.e.s à revisiter notre rapport à l'Autre, et ceci d'autant plus que *L'Année du Maghreb* a toujours eu pour vocation de tisser des liens solides entre les deux rives de la Méditerranée, représentant l'expression dialogique d'une recherche qui se fait ici et là-bas.

Le dossier : la « modérogie » à l'épreuvedu Maghreb

- 6 À cet égard, le dossier coordonné par Alia Gana, directrice de recherche CNRS à l'UMR (7533) LADYSS et Myriam Aït-Aoudia, professeur de science politique à l'Université de Picardie, est emblématique de cette dialogique intellectuelle, scientifique, disciplinaire et aussi générationnelle qui est inscrite dans l'ADN éditorial de *L'Année du Maghreb* – héritier de *L'Annuaire de l'Afrique du Nord* – depuis sa fondation. À partir d'enquêtes inédites sur les mouvements et les partis islamistes au Maghreb (avec des éclairages comparatifs sur l'Égypte, la Turquie et l'Europe), son objectif est d'interroger de manière critique la notion de « modération » qui connaît un certain succès au sein du champ des sciences sociales, notamment dans les pays anglo-saxons. Au-delà des débats normatifs sur la « possible intégration » des organisations islamistes au champ politique des pays du Maghreb, il s'agit d'étudier les modalités concrètes d'inclusion des acteurs de l'islam politique dans les différentes configurations sociopolitiques, en jouant sur des multiples échelles et registres d'analyse : local/central/transnational ; organisations partisans/mouvements sociaux ; idéo-théologie/praxis ; itinéraires individuels/trajectoires collectives ; temps court/temps long ; sympathisants/militants/leaders, etc. Les contributions de ce dossier révèlent un souci de auteur.e.s d'atteler leur réflexion aux mouvements islamistes à des observations directes *in situ*, dépassant ainsi les discussions byzantines – souvent stériles – entre ceux qui avancent l'hypothèse d'une inéluctable démocratisation des mouvements islamistes (ils deviendraient des « islamo-démocrates » sur le modèle des chrétiens démocrates en

Europe ou en Amérique latine) et ceux qui, au contraire, défendent l'idée que l'acceptation de la démocratie formelle ne serait pour les islamistes qu'un moyen de réaliser leur utopie d'islamisation de l'État et de la société (hypothèse de l'agenda caché) : la fin justifierait les moyens. Les auteur.e.s de ce dossier refusent de verser dans ce débat binaire, préférant apporter des réponses nuancées en fonction des contextes sociopolitiques et des temporalités, échappant à toute tentation à la fois essentialiste et finaliste.

- 7 Dans une perspective similaire, les contributeur.rice.s invitent à dépasser le « partido-centrisme » (focalisation obsessionnelle sur les organisations partisans) qui caractérisent la majorité des études sur l'islam politique, en réintroduisant une dimension sociétale, donnant à voir des résultats d'enquêtes empiriques sur les associations, les ONG, les syndicats de salariés et les organisations patronales liés à l'islam politique. Aussi les auteur.e.s en viennent-ils à interroger sur un registre critique la théorie ordinaire de la « spécialisation », selon laquelle les organisations islamistes seraient de plus en plus conduites à séparer leurs activités partisans des activités de prédication, devenant ainsi des « partis comme les autres ». Or, ce que montrent les contributions, c'est que la spécialisation est toute relative et encore « inachevée » (à supposer qu'elle le soit un jour) : loin de se traduire par une « séparation rigide » entre religion et politique, entre action partisane et prédication, elle débouche sur une « nouvelle division du travail islamiste », permettant de consolider davantage leur hégémonie sur la société, à l'instar des organisations ouvrières du siècle dernier, dont la fonction tribunitienne était, certes, prise en charge par les partis mais aussi par les organisations sociales qui leur étaient directement liées. Sur ce point, les auteur.e.s posent une vraie question : à force de se délester de leurs activités religieuses, humanitaires et prédatrices, afin de se conformer aux injonctions de la démocratisation, les partis islamistes ne vont-ils pas perdre de leur influence sociétale au profit des associations et des ONG islamiques(istes), inversant ainsi le rapport de force ? En somme, les partis deviendraient de plus en plus dépendants des organisations de la « société civile islamiste », alors que jusqu'à présent, c'était plutôt la situation inverse qui prévalait. C'est une hypothèse stimulante qui mériterait d'être creusée.

- 8 De même, certains papiers nous incitent à repenser le rapport entre idéologie, religion et *praxis* qui est trop souvent appréhendé de manière « mécaniste » dans les écrits sur l'islam politique, à travers un débat parfois caricatural : les islamistes seraient-ils finalement les seuls acteurs politiques au Maghreb dont les discours, les attitudes et les comportements seraient surdéterminés par leur « idéo-théologie » ? Ou bien, au contraire, faut-il postuler une autonomie entre la sphère des conceptions religieuses et la sphère du politique, avec au passage une bonne dose d'opportunisme ? Encore une fois, plutôt que de céder à la thèse du « double discours » ou, à celle de l'autonomie totale entre religion et politique, les articles du dossier ont plutôt tendance à souligner les interactions, les interrelations et les imbrications permanentes entre ces différents champs ou pour le formuler autrement : comment les conceptions religieuses des islamistes se reconstruisent à l'épreuve du politique et, inversement, comment leur rapport au politique reste très fortement influencé par leur vision de la « place de la religion » dans la société. En ce sens, les islamistes, en dépit du processus de normalisation partisane observé ces quinze dernières années, restent bien des « acteurs politico-religieux » ou des « acteurs

religio-politiques », prétendant réformer politiquement les sociétés du Maghreb au nom de principes moraux et de valeurs religieuses, bien sûr évolutifs en fonction des contextes sociaux et temporels mais qui continuent à s'appuyer sur un « noyau dur identitaire », notamment sur les questions des mœurs et des rapports de genre (code de la famille, statut personnel, héritage, égalité hommes/femmes, homosexualité, etc.). Car ces évolutions « idéo-théologiques » restent également liées à une conception totale du politique, les organisations islamistes étant majoritairement des partis populistes, prétendant parler au nom de « l'âme profonde des peuples ». Sur ce plan, on peut légitimement se demander si les mouvements islamistes dits « réformistes », en dépit de leur adhésion à une « rhétorique démocratisante », ne sont pas les héritiers putatifs des visées populistes des partis uniques de la période autoritaire qui prétendaient parler « au nom du peuple ».

- 9 Un autre mérite des articles du dossier est de ne pas se limiter à l'approche classique des relations entre mouvements islamistes et partis dits « séculiers » mais d'analyser aussi les rapports de coopération, de transaction et de rivalité entre les organisations islamistes elles-mêmes, montrant que le processus d'intégration dans le champ politique et l'adoption du lexique de la « démocratisation » sont très fortement liés aux dynamiques concurrentielles entre les différentes mouvances de l'islam politique (fréristes, salafistes, soufislamistes, etc.). C'est une perspective stimulante qui permet de dépasser la représentation dichotomique du champ politique (islamistes/modernistes), en réintroduisant les enjeux de compétition et de différenciation se jouant au sein même de la nébuleuse islamiste. Se dire « islamo-démocrate », comme l'expriment aujourd'hui les cadres du Parti de la justice et du développement (PJD) au Maroc, du Mouvement de la société pour la Paix (MSP) en Algérie ou du parti Ennahdha en Tunisie, ce n'est pas simplement « faire plaisir » aux partis sécularistes ou « rassurer » les bailleurs de fonds internationaux (Banque mondiale, FMI, Union européenne, etc.), mais c'est aussi tenter de poser les bases d'une nouvelle hégémonie sociale et politique dans des contextes sociaux fragilisés par la violence et la menace terroriste. Sur ce plan, il est intéressant de noter que de nombreux leaders islamistes ont renoncé à s'affirmer comme partisans d'un « islam de rupture » pour se présenter désormais comme les dépositaires légitimes de l'islam sunnite de rite malékite, en filiation avec les traditions religieuses nationales incarnées par les mosquées universités de La Zitouna en Tunisie ou d'Al Qaraouiyin au Maroc.
- 10 Enfin, il convient de souligner la prouesse des coordinatrices du dossier, Alia Gana et Myriam Aït-Aoudia, de rassembler autour d'elles une équipe de jeunes auteur.e.s et chercheur.e.s issu.e.s des deux rives de la Méditerranée (les noms cités dans la Table des matières en témoignent), maîtrisant souvent l'arabe littéraire et les dialectes locaux, entretenant un rapport fort avec leurs terrains d'enquête et leurs populations d'étude, tout en possédant une solide formation théorique en sciences sociales. Aussi les lecteurs trouveront-ils des articles stimulants tant par la richesse des données empiriques que par les références théoriques. D'ailleurs, les papiers du dossier n'invalident pas totalement la thèse de la « modération » mais ils la traitent davantage comme une « théorie ordinaire », activée par les acteurs islamistes comme registres de justification, et reprise aux mots – et aux maux – par certain-e-s chercheur-e-s qui manquent parfois de distance critique. Sur ce plan, la « modération » constitue une notion de sens commun qui doit d'abord être analysée comme une « production d'acteurs » qui trouve ses justifications autant dans les contextes politiques et institutionnels du

Temps présent (l'injonction démocratisante à être « modéré ») que dans le patrimoine exégétique islamique (la notion de « juste milieu », *wassatiyya*, par exemple). Ne jetons donc pas le bébé démocratique avec l'eau du bain islamiste, et prenons au sérieux cette notion de « modération », tout en nous efforçant de restituer ses usages savants et vulgaires, à l'instar des auteur.e.s pionnier.ère.s de *L'Annuaire de l'Afrique du Nord* et de *L'Année du Maghreb* qui avaient critiqué en leur temps les théories de la transition démocratique (hégémonie de la transitologie), tout en analysant leurs effets sur les acteurs sociaux. À ce sujet, on ne peut que conseiller aux lecteur.rice.s de lire ou relire l'excellent article de Michel Camau, « La transitologie à l'épreuve du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord », paru en 1999 dans *L'Annuaire de l'Afrique du Nord*¹. De ce point de vue, ce dossier coordonné par Alia Gana et Myriam Aït-Aoudia poursuit la tradition critique de notre revue et pourrait s'intituler, en faisant un clin d'œil aux analyses de M. Camau : « la modérologie à l'épreuve du Maghreb ».

Les variats : encore et toujours une question de « modération » !?

- 11 Cette dialogique intellectuelle, générationnelle et scientifique, qui caractérise la ligne éditoriale de *L'Année du Maghreb* depuis sa création, nous la retrouvons aussi dans les trois variats du numéro.
- 12 D'abord, avec une contribution à la fois sociologique et juridique de Delphine Perrin qui analyse de manière approfondie les politiques de déchéance de la nationalité en France et dans les pays du Maghreb, montrant qu'elles s'inspirent en partie des politiques européennes mais aussi des héritages juridiques et politiques autochtones : le sécuritarisme et le nationalisme ne sont plus le monopole des États européens mais essaient aussi de l'autre côté de la Méditerranée, où les conditions d'accès à la nationalité sont devenues restrictives et où la binationalité apparaît de plus en plus suspecte. Sur ce plan, la question du terrorisme a contribué à promouvoir en Europe comme au Maghreb des conceptions de plus en plus frileuses et puristes de la nationalité.
- 13 Repli autoritaire que l'on observe également dans l'évolution du profil du personnel politique et parlementaire, y compris dans la Tunisie post-2011, que l'on présente pourtant comme l'« unique rescapée des printemps arabes ». La contribution de Mohamed Limam, fin observateur de la vie parlementaire tunisienne, tend à montrer la perpétuation d'un « habitus autoritaire » au cœur du processus démocratique. En ce sens, la démocratisation tunisienne reste ambivalente au regard des logiques du recrutement et de la cooptation du personnel politique.
- 14 Enfin, crispations identitaires, contrôles sécuritaires, censures et autocensures que l'on perçoit à travers des pratiques quotidiennes comme les donne à voir l'étude ethnographique de Philippe Chaudat sur les usages de l'alcool dans la ville de Meknès au Maroc. L'auteur montre ainsi que le contexte de « semi-prohibition » ne conduit pas à l'abstinence générale et totale mais plutôt à des pratiques sociales de transgression visant à dissimuler la visibilité de la circulation et de la consommation d'alcool. Là aussi, les usages et les contre-usages de la notion de « modération » trouvent pleinement leur sens, faisant dialoguer les variats avec le thème central du dossier.

- 15 En définitive, nous proposons une nouvelle livraison de *L'Année du Maghreb*, dont la gestation s'est faite certes dans un contexte particulièrement difficile (protestation contre la loi LPPR, mouvement des « revues en lutte », crise sociale, pandémie, etc.) mais que les lectrices et les lecteurs pourront consommer sans modération.
-

NOTES

1. . http://aan.mmsh.univ-aix.fr/volumes/1999/Pages/AAN-1999-38_24.aspx
-

INDEX

Mots-clés: Année du Maghreb, 22, 2020, Vol.I

AUTHORS

KATIA BOISSEVAIN

Directrice de publication, Cnrs, Idemec, Aix Marseille Université/Cnrs, Aix-en-Provence, France.

VINCENT GEISSER

Rédacteur en chef adjoint (dossier), Cnrs, Iremam, Aix Marseille Université/Cnrs, Aix-en-Provence, France.

CÉLINE LESOURD

Rédactrice en chef adjointe (varia), Cnrs, CNE, Cnrs/EHESS/Aix Marseille Université, Marseille, France.